

SÉLECTION

Convergences contre-nature de l'arène parlementaire

A travers des regards différents, historiques, sociologiques et politologiques, «Voisines et Conflits» (Slatkine), écrit sous la direction d'Oscar Mazzoleni et Olivier Meuwly, présente l'évolution récente des partis politiques suisses. Depuis les années 1990, le déclin des partis dits de centre s'accompagne d'un renforcement de la droite conservatrice, alors que la gauche éclate avec l'affirmation des Verts. Et d'autres partis sont apparus, obligeant les partis «traditionnels» à reconsidérer leurs stratégies respectives. Extraits.

Les convergences entre UDC et PS sont l'expression d'un vote co-hésif des groupes parlementaires respectifs et où les motivations politiques apparaissent relativement partagées. Néanmoins, ces cas de figure demeurent minoritaires, de même que les «coalitions» gagnantes sur un projet de loi. Les convergences entre les députés UDC et PS sont souvent contingentes et une partie ou l'ensemble de leurs groupes respectifs ne se «rassemblent» que sur une partie des votes. On constate surtout que dans plusieurs cas le «blocage» est seulement provisoire et, qu'en fin de compte, une partie des opposants est prête à changer d'orientation pour faire adopter un projet de loi qui a fait débat. Ces configurations de vote qui rallient les députés UDC et PS, qui sont loin d'agir toujours comme des groupes disciplinés, n'expriment que rarement une volonté commune et partagée, à l'exception de quelques cas. Elles répondent souvent à des choix tactiques de l'un ou de l'autre acteur pour mieux peser sur les négociations avec ses concurrents.

Dans une certaine mesure, cette forme inhabituelle de coalition semble être le prix à payer pour exercer un droit de veto dans les négociations. Mais ces convergences relèvent de logiques de situation qui sont loin de correspondre à des intérêts idéologiques com-

muns aux deux protagonistes. Elles se présentent d'abord comme des choix tactiques destinés à marquer des points vis-à-vis du PLR et du PDC, y compris à faire infléchir leur positionnement dans les débats parlementaires. Elles constituent une monnaie d'échange pour peser dans des coalitions parlementaires futures, ou dans d'autres arènes. La convergence ponctuelle peut être également un choix tactique pour éviter que l'autre «partenaire» ne puisse tirer profit de l'issue du vote, en particulier au niveau des mobilisations électorales ou référendaires.

Ainsi, certaines pratiques de vote au Parlement se politisent et deviennent l'objet de débats publics, notamment par le biais de stratégies de légitimation et délégitimation. Comme nous l'avons vu, pendant les dernières législatures, les «alliances» ou les convergences des votes des députés UDC et PS - souvent avec la contribution des voix des Verts - sont loin de s'exprimer uniquement sur des questions marginales. S'agissant d'enjeux quelques fois cruciaux pour la position internationale de la Suisse, au cœur de débats qui mettent en difficulté le Gouvernement, la diplomatie et l'image de la Suisse à l'étranger, plusieurs conditions sont désormais réunies pour faire émerger une controverse.

Jusqu'à la législature 1995-1999, l'expression «alliance contre-nature» n'était pas absente du jargon journalistique, mais elle était plutôt utilisée pour désigner dans les pratiques politiques suisses des convergences entre le PDC et le PS ou entre le PS et le PLR. Dès 1999, les convergences des votes du PS et de l'UDC au niveau cantonal, mais surtout au niveau du Parlement fédéral suscitent une couverture médiatique importante, notamment dans la presse alémanique qui a introduit l'expression d'«unheilige Allianz». L'expression de «coalition de l'immobilisme» trouve son moment topique dans les prises de position de représentants du PLR et du PDC à partir du début des années 2000. Par ailleurs, la lutte contre la «coalition de l'immobilisme», composée de l'UDC et du PS, devient un mot d'ordre du programme officiel de campagne du PLR lors des élections fédérales de 2003. La dénonciation des «coalitions» entre l'UDC et le PS est d'abord une manière de réagir aux difficultés élec-



OSCAR MAZZOLENI, POLITOLOGUE

«L'inhabituelle coalition UDC-PS semble être le prix à payer pour exercer un droit de veto dans les négociations»

torales auxquelles sont confrontés le PLR et le PDC depuis les années 1980 et surtout depuis 2000. Si leur capacité de réaction dans le jeu électoral apparaît tardive étant donné les pertes subies (Mazzoleni 2009), ils apparaissent bien plus actifs dès que leur position est remise en cause dans l'arène parlementaire. Ce n'est pas surprenant compte tenu de leur histoire et de l'identité de partis de gouvernement: ils sont habitués à concentrer leurs énergies et leurs ambitions dans les processus de décision institutionnels plutôt que dans les campagnes électorales. Les dénon-

LA FORMULE
«COALITION DE L'IMMOBILISME» VISE À DÉNONCER UNE ACTION CONCERTÉE POUR EMPÊCHER QUE DES SOLUTIONS, VOIRE DES RÉFORMES JUGÉES BONNES POUR LE PAYS, SOIENT MISES EN ŒUVRE.

ciations exprimées par ces partis se manifestent au moins dans trois arènes: médiatique, par les prises de parole publiques; électorale, pour persuader leur propre électeur; parlementaire, pour essayer de «discipliner» les «partenaires de gouvernement».

Ainsi, la critique de la convergence des votes UDC et PS est une tentative de réinvestir politiquement le domaine électoral et de stigmatiser une pratique exceptionnelle qui pourrait devenir une règle au Parlement et, de la sorte, affaiblir les positions du PLR et du PDC habituellement coalisés au Parlement. «Lentement, les alliances contre-nature s'étendent à tous les sujets et le poids politique se déplace», déplore l'ancien président du PLR, Fulvio Pelli. La critique de ces «coalitions de l'immobilisme» montre la difficulté des partis du centre, qui se réclament précisément du compromis, de continuer à jouer un rôle pivot au Parlement. Le renforcement des «alliances» entre l'UDC et le PS fragiliserait la légitimité des coalitions prédominantes, d'autant plus que l'UDC vote de manière autonome, mettant en danger l'axe privilégié des partis bourgeois. Pour le président du PDC Darbellay: «L'adversaire de ce pays, c'est la polarisation, les blocages, les alliances contre-nature entre le PS et l'UDC. Tout cela est profondément antissuisse: le succès de ce pays est celui d'une politique du centre, en recherchant ensemble des solutions.» Ainsi, la réaction des représentants du PLR et du PDC est une tentative de défendre la norme politique et morale qui fonde «la démoc-

ratie de concordance», selon laquelle la vocation des partis est de chercher ensemble «des solutions aux problèmes». Parler d'alliance «contre-nature» implique qu'il serait malheureux que deux partis idéologiquement opposés, l'un de gauche et l'autre de droite, votent de manière convergente contre le centre. La formule «coalition de l'immobilisme» vise à dénoncer une action concertée pour empêcher que des solutions, voire des réformes jugées bonnes pour le pays, soient mises en œuvre. C'est donc l'image de partis d'opposition peu ou guère «responsables» qui est véhiculée. Selon des déclarations attribuées au secrétariat du PLR national par le quotidien *Le Nouvelliste*: «Il n'y a aucune cohérence politique dans ces ententes. Elles sont donc tactiques, à court terme et irresponsables, car l'échec d'un projet fait perdre du temps et de l'argent. Et ensuite, on ne sait plus dans quel sens négocier un nouveau compromis, la marge ayant été épuisée. Résultat: on n'arrive plus à faire passer de compromis sur les sujets importants.» Les accusations portent surtout sur l'opportunisme «électoral». [...]

Mais comment réagissent les partis concernés, l'UDC et le PS? D'une part, ils refusent, comme le fait l'ancien président du PS, Hans-Jürg Fehr, qu'on leur attribue une volonté de nouer de véritables alliances: «[...] nous sommes trop éloignés pour chercher des alliances. Il peut arriver que nous nous retrouvions ponctuellement, comme pour l'or à l'AVS. Mais cela reste l'exception.» Hans-Jürg Fehr met aussi l'accent sur une dimension tactique revenant à dire que le but justifie les moyens, comme dans le cas de leur opposition au programme d'armement voté en mars 2005: «Nous avons tiré parti des contradictions de la droite. Mais tout le monde sait que nous n'avons rien en commun avec l'UDC dans la politique de sécurité. Nous sommes le seul parti gouvernemental à dire qu'il faut réduire davantage les effectifs de l'armée et abandonner l'obligation générale de servir.»

Les représentants socialistes retournent aux partis du «centre» leur propre critique en terme de responsabilité, soulignant que ces partis auraient «toutes les cartes en main pour modifier la donne, [mais] ils ne veulent tout simplement pas de compromis». D'autre part, au sein de l'UDC, on ne cherche pas à se cacher, comme l'exprime le thurgovien Peter Spuhler: «C'est vrai, en ce moment, il y a plus d'alliances contre-nature entre le PS et l'UDC qu'avant.» En même temps, il confirme qu'elles «restent exceptionnelles et ciblées». De son côté, le député zurichois Christoph Mör-

geli souligne la nécessité de ses «alliances contre-nature» pour contrer les ententes «centristes»: «*Angesichts dieser real existierenden Mitte-Scheinheiligen-Politik sind unheilige Allianzen gerade eine heilige Pflicht.*»

En même temps, les représentants des deux partis ne manquent pas d'arguments pour passer à l'offensive. Le président du PS, Christian Levrat, éprouve-t-il un malaise? «Franchement, le PS aurait mauvaise grâce à se lamenter de ne plus être minoritaire», répond Levrat. Yvan Perrin, vice-président de l'UDC, contre-attaque: «Le centre exprime la frustration de ceux qui n'ont pas l'habitude de perdre. Au niveau national, l'addition des suffrages gagnés par la coalition gauche-UDC est sans comparaison avec les suffrages obtenus par la majorité PLR-PDC au niveau des Etats.

Pourquoi certaines alliances seraient-elles «raisonnables» et d'autres «contre-nature»? Cela fait partie de l'expression démocratique:

LES CONVERGENCES ENTRE L'UDC ET LE PS REMETTENT EN CAUSE LA CAPACITÉ DES PARTIS DU «CENTRE», AINSI QUE DU GOUVERNEMENT, À IMPOSER LEURS ORIENTATIONS DANS LES PROCESSUS DÉCISIONNELS.

les députés votent selon leurs convictions sur lesquelles ils ont été élus.» La nécessité de compenser une position minoritaire au sein du Gouvernement est également avancée pour justifier la coalition, comme l'affirme le chef de groupe UDC Caspar Baader: «*Mit nur einem Vertreter im Bundesrat können wir im Bundesrat zu wenig Einfluss nehmen*», dit Baader. «*Mit zwei Bundesräten wäre das anders, schon allein weil dann zwei Departemente von SVP-Vertretern geführt würden.*»

A la Chambre basse du Parlement fédéral, l'UDC et le PS ont vu leurs positions se renforcer considéra-

blement depuis la moitié des années 1990. En parallèle, le PLR et le PDC, les deux partis qui s'identifient le plus avec l'arène gouvernementale, ont vu leurs positions s'affaiblir. C'est dans cette configuration que les règles de coalition traditionnelles ont été remises en cause et que de nouvelles convergences ont été rendues possibles. Les convergences entre les deux «extrêmes» du Gouvernement sont à la fois une cause et une conséquence des changements récents. Elles sont l'objet d'une controverse politique et médiatique qui met en évidence les stratégies mises en place par les deux partis les plus influents au Parlement, le PLR et le PDC, pour sauvegarder leur rôle pivot. Ces tentatives, basées sur une stratégie de délégitimation fondée sur l'accusation d'opportunisme électoral et d'irresponsabilité politique, misent sur la réputation de l'UDC et du PS, deux partis qui s'opposent sur maints de thèmes. Pourtant, il ne faudrait pas se contenter de l'interprétation selon laquelle: «*Die Klagen über «unheilige Allianzen» zwischen den Polparteien sind [...] Wahlkampfgetöse und ein Versuch SP und SVP zu disziplinieren.*» Les stratégies de délégitimation utilisées par les deux partis les plus anciens au Gouvernement sont fondées sur des expressions telles que «les alliances contre-nature» et «la coalition de l'immobilisme». Elles témoignent à la fois d'une évolution des rapports de forces et des difficultés nouvelles rencontrées par les principaux partis pour trouver des accords sur quelques questions centrales. Les convergences entre l'UDC et le PS remettent précisément en cause la capacité des partis du «centre», ainsi que du Gouvernement, à imposer leurs orientations dans les processus décisionnels. Ceux-ci ne se fondent plus sur des règles partagées et sur des pratiques prévisibles et longtemps inscrites dans des rapports de force existants, dont la longévité et la stabilité sont exceptionnelles. La diminution de la coopération entre les deux Chambres du Parlement est une des conséquences de ce nouveau contexte. ■

Oscar Mazzoleni, docteur en histoire contemporaine, est maître d'enseignement et de recherche en science politique et dirige l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne. Il s'intéresse notamment aux partis politiques et aux phénomènes électoraux. Il a publié dans la Collection *Le savoir suisse: Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la «nouvelle» UDC, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2003, réédition actualisée 2008 avec Hervé Rayner, Les partis politiques suisses: traditions et renouvellements, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2009.*

OSCAR MAZZOLENI
«Voisines et conflits, les partis politiques suisses en mouvement». Slatkine, 2013, 200 pages

TOP 5 DES VENTES ÉCONOMIE-FINANCE

PAYOT

Cinq meilleures ventes de la semaine dernière dans l'ensemble du réseau

- Lois fiscales fédérales 2013**
D. R. Gygax, T. L. Gerber
Verlag Steuern & Recht
- Guide financier du propriétaire (2^e édition - 2013)**
Pierre Novello
Ed. Pierre Novello
- Droit fiscal suisse - 4^e éd.**
Entièrement revue et augmentée - 2012
Xavier Oberson
Helbing Lichtenhahn Verlag
- Sur la route du papier**
Petit précis de mondialisation
Erik Orsenna
Le livre de poche
- 48 clés pour un management durable - Bien-être et performance**
Xavier Camby
Salvator